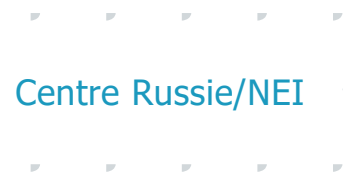


La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation



Bobo LO

Mars 2021



Centre Russie/NEI

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-016-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Frederic Legrand - COMEO/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Bobo Lo, « La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation », *Russie.Nei.Visions*, n° 121, Ifri, mars 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Bobo Lo est chercheur associé au Centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il a été directeur des programmes Chine et Russie au Centre for European Reforms ; directeur du programme Russie et Eurasie à Chatham House et adjoint au Chef de mission à l'ambassade d'Australie à Moscou. Il est également chercheur non-résident au Lowy Institute, à Sydney, en Australie, et chercheur senior au Center for European Policy Analysis (CEPA) à Washington DC.

Il est l'auteur de nombreuses publications sur la politique étrangère russe. Son livre le plus récent, *A Wary Embrace: What the China-Russia Relationship Means for the World*, a été publié par Penguin Random House pour le Lowy Institute en avril 2017. Son ouvrage *Russia and the New World Disorder* (Brookings et Chatham House, 2015) a été décrit par *The Economist* comme « la meilleure tentative à ce jour d'expliquer la relation malheureuse de la Russie avec le reste du monde ». Bobo Lo détient un master de l'université d'Oxford et un doctorat de l'université de Melbourne.

Parmi ses publications récentes à l'Ifri :

- ▀ « The Return: Russia and the Security Landscape of Northeast Asia », *Russie.Nei.Reports*, n° 29, Ifri, mars 2020.
- ▀ « Greater Eurasia: The Emperor's New Clothes or an Idea whose Time Has Come ? », *Russie.Nei.Reports*, n° 27, Ifri, juillet 2019.

Résumé

Dans le consensus international sur le changement climatique, la Russie fait figure d'exception. Certes, elle reconnaît officiellement que le réchauffement constitue une menace pour le monde et pour elle-même. Pour autant, elle n'a pris à ce jour aucune mesure significative visant à réduire les émissions de carbone ou à développer des sources d'énergie renouvelable. Vu de Moscou, l'exploitation des hydrocarbures joue un rôle fondamental dans son statut de grande puissance et d'acteur économique international.

Malgré le dégel du permafrost, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, la sensibilisation croissante de la population et la décarbonisation en cours en Europe et en Asie, le gouvernement russe persiste dans son immobilisme en la matière. Sa « politique d'adaptation » au changement climatique vise principalement à faire illusion, et n'implique pas la mise en œuvre de changements substantiels et la prise des décisions difficiles.

Il semble aujourd'hui peu probable que la Russie opère une transition réelle vers une économie post-carbone. Certes, on ne peut totalement l'exclure. Les décideurs pourraient en effet être contraints d'admettre que le pays risque de manquer le tournant de la révolution énergétique du XXI^e siècle, et que la politique climatique russe actuelle n'est pas soutenable sur les plans environnemental, économique et, surtout, stratégique. Cependant, une transition progressive et cohérente paraît difficilement envisageable.

Sommaire

INTRODUCTION	5
PRINCIPES FONDAMENTAUX	7
DE RIO À PARIS VIA KYOTO : L'ART DE L'IMMOBILISME	10
CARACTÉRISTIQUES DU PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION POLITIQUE EN RUSSIE	13
Principaux acteurs, intérêts et motivations	13
La culture politique et stratégique	15
VERS UNE PRISE DE CONSCIENCE ? QUAND LA RUSSIE RESENT LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	16
L'ampleur des dégâts	16
L'évolution de l'opinion publique	18
L'« ADAPTATION » OU L'ILLUSION DU CHANGEMENT	21
L'AVENIR DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE : PRINCIPALES VARIABLES ET PERSPECTIVES	27
Les effets de la crise sanitaire	27
Un avenir post-carbone ?	29

Introduction

Le changement climatique est l'un des grands défis de notre époque. Il concerne autant les économies développées que celles en développement et tous les régimes, qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, doivent relever ce défi. Longtemps ignorée par les gouvernements, la réalité du réchauffement climatique est devenue l'une des rares questions internationales faisant l'objet d'un certain consensus. La plupart des États reconnaissent aujourd'hui qu'il s'agit d'un problème majeur dont les conséquences ne peuvent plus être ignorées.

La Russie fait toutefois exception. Certes, elle reconnaît officiellement que le réchauffement constitue une menace pour la planète en général et pour elle-même en particulier. En septembre 2019, elle a fini par ratifier l'accord de Paris de 2015, et, par la suite, elle a lancé un plan d'action pour le climat¹. Néanmoins, le président Vladimir Poutine continue d'exprimer publiquement des doutes sur l'origine humaine du changement climatique, et aucun effort sérieux n'a été engagé pour réduire les émissions de carbone ou pour développer des énergies renouvelables telles que le solaire et l'éolien.

Alors que bon nombre de pays développés accentuent leur recours aux énergies renouvelables², la Russie cherche au contraire à accroître de façon continue l'exploitation des combustibles fossiles. Selon la Stratégie énergétique 2035 élaborée par le gouvernement, il s'agit d'une condition indispensable pour que le pays figure à l'avenir parmi les grands acteurs économiques internationaux³. La production de gaz, en particulier, devrait

Traduit du français par Boris Samkov.

1. L'article 7 de l'accord de Paris « exige de toutes les parties [...] qu'elles entreprennent des processus de planification de l'adaptation, notamment par le biais de plans nationaux d'adaptation, d'évaluation de la vulnérabilité, de suivi et de diversification économique ». Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, disponible sur : <https://unfccc.int>.

2. En 2020, les énergies renouvelables ont représenté 90 % des nouvelles capacités de production d'énergie existant dans le monde. À l'horizon 2025, elles remplaceront le charbon en tant que principale source d'énergie. Voir F. Harvey, « The Paris Agreement Five Years On: Is It Strong Enough to Avert Climate Catastrophe? », *The Guardian*, 8 décembre 2020, disponible sur : www.theguardian.com.

3. « Energetičeskaâ strategija Rossijskoj Federacii na period do 2035 goda [« Stratégie énergétique de la Fédération de Russie à l'horizon 2035 »], désignée à partir d'ici dans le texte par « Stratégie énergétique 2035 », 9 juin 2020.

atteindre 1 000 milliards de tonnes par an à l'horizon 2035, soit une augmentation de 50 % par rapport au niveau de 2019 (près de 680 milliards de tonnes⁴). Moscou parle d'« adaptation » climatique – ce qui implique de prendre des mesures visant à accompagner les effets du réchauffement de la planète. En revanche, il n'a jamais exprimé l'intention d'entreprendre des actions pour ralentir ce phénomène. Sa position relève fondamentalement d'un déni du changement climatique.

Comment la Russie en est-elle arrivée là, alors que peu de pays ont subi autant de dommages environnementaux qu'elle au cours du siècle dernier, et que le coût financier et environnemental de la fonte actuelle du permafrost risque d'être considérable. En outre, il existe au sein de l'opinion publique russe une forte tradition de sensibilité aux problèmes écologiques. Dans les années 1960, le mouvement dissident soviétique a pris naissance dans l'opposition à une usine de cellulose polluante sur le lac Baïkal, et plusieurs protestations environnementales très médiatisées ont eu lieu ces dernières années. La riche histoire de la Russie en matière de recherche scientifique et le niveau d'instruction élevé de sa population auraient pu en faire le chef de file mondial en matière d'énergies renouvelables, de l'hydroélectricité aux énergies éolienne et solaire. Pourtant, elle se classe parmi les pays les moins performants dans le domaine de la lutte contre le changement climatique et les problèmes environnementaux. Le dernier indice de performance climatique (IPC) la classe au 52^e rang sur 61 pays, derrière toutes les anciennes républiques soviétiques à l'exception du Kazakhstan⁵.

Cet article vise à expliquer le contexte, les moteurs et les objectifs de la politique climatique russe, et à montrer comment elle s'inscrit dans une vision plus large du Kremlin sur la place de la Russie dans le monde. Cette vision se caractérise par des paradoxes apparents, mais aussi par plusieurs éléments récurrents : une perception étroite de l'intérêt national, le sentiment de sa « légitimité stratégique », l'adhésion à une *Realpolitik* opportuniste et transactionnelle, et un profond conservatisme hostile à quasiment toute forme de changement.

4. Entretien avec le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak : J. Ambrose, « Russia Rules Out Cutting Fossil Fuel Production in Next Few Decades », *The Guardian*, 1^{er} novembre 2020, disponible sur : www.theguardian.com.

5. CCPI 2020, disponible sur : www.climate-change-performance-index.org.

Principes fondamentaux

La politique climatique russe repose sur un certain nombre de principes fondamentaux. Le plus important est sa subordination aux grands objectifs stratégiques de Moscou, tant sur le plan intérieur qu'international. Si Moscou s'engage sur la question du changement climatique, ce n'est pas par désir altruiste de « sauver la planète » ou parce qu'il considère que ce phénomène représente une menace existentielle pour la Russie. Le pouvoir ne se préoccupe de la politique climatique que dans la mesure où celle-ci peut servir d'autres objectifs plus prioritaires comme la projection de la puissance géopolitique et géoéconomique ; la recherche de la croissance économique ; la protection de la position sur le marché des grands groupes énergétiques russes tels que Gazprom, Rosneft et Novatek ; la promotion de l'image de la Russie en tant qu'acteur international responsable ; et la gestion des préoccupations environnementales de la population.

La détérioration des relations de Moscou avec l'Occident n'est pas sans effet sur la politique climatique russe. Une partie de l'élite dirigeante considère que le changement climatique est instrumentalisé pour miner les avantages compétitifs de la Russie dans le domaine des hydrocarbures⁶. De la même manière que l'Occident a été accusé d'utiliser l'« ordre fondé sur des règles » pour promouvoir ses intérêts aux dépens de ceux de la Russie, il est aujourd'hui suspecté d'entretenir un « catastrophisme » climatique afin de saper les fondements économiques de la puissance russe⁷. Vus à travers ce prisme, les efforts européens visant à limiter les émissions de carbone et à favoriser la transition des combustibles fossiles aux énergies renouvelables paraissent répondre à un objectif caché : affaiblir la position commerciale des entreprises énergétiques russes⁸.

6. « Nacional'nyj plan meropriâtij pervogo étapa adaptacii k izmeneniâm klimata na period do 2022 goda » [Plan d'action national pour la première phase d'adaptation au changement climatique à l'horizon 2022], directive du gouvernement russe n° 3183-r, 25 décembre 2019, p. 3 ; voir aussi N. Tynkkynen, « A Great Ecological Power in Global Climate Policy? Framing Climate Change as a Policy Problem as a Policy Problem in Russian Public Discussion », *Environmental Politics*, vol. 19, n° 2, mars 2010, p. 190.

7. Voir le commentaire d'A. Rodin, « A Storm of Hype or a Wind of Hope? Russian Climate Expert Comments on Climate Change », *Newswise*, 15 octobre 2019, disponible sur : www.newswise.com.

8. « La Russie est extrêmement préoccupée par les tentatives d'utiliser les objectifs climatiques pour créer de nouvelles barrières. [...] Le mécanisme d'ajustement au carbone [de l'UE...] pourrait se solder par de nouvelles obligations. [...] Ces] mécanismes [...] contreviennent aux règles de l'OMC. » Commentaires du ministre du Développement économique Maxim Rechetnikov, dans

À Moscou, peu considèrent le changement climatique comme un danger immédiat et incontestable. Le permafrost fond, la glace de mer arctique recule et les événements climatiques extrêmes sont plus fréquents que jamais. Or, aux yeux des autorités russes, ces phénomènes n'affectent qu'un nombre relativement faible de leurs concitoyens et apparaissent gérables ou « ignorables », voire, potentiellement, avantageux. Le gouvernement a toujours fondé son action sur le principe implicite que le « remède » au changement climatique serait pire que le mal. Il envisage la décarbonisation comme une plus grande menace pour les intérêts russes que le réchauffement climatique et estime que les activistes environnementaux sont peu réalistes et hostiles au développement du pays. Même les décideurs politiques qui reconnaissent la réalité du changement climatique anthropique y accordent bien moins d'importance qu'à des objectifs tels que la sortie de la récession, l'endigement de la détérioration du niveau de vie, la consolidation de la stabilité politique ou l'affirmation de la Russie comme pôle de puissance mondiale indépendante. Au mieux, la lutte contre le changement climatique est vue comme un objectif lointain, presque futuriste.

Cet immobilisme est encore renforcé par l'ignorance de la dimension planétaire du changement climatique, et l'idée que chaque pays doit pouvoir y répondre comme il l'entend. La Russie ne se soucie guère de la déforestation de l'Amazonie ou de la submersion des États insulaires du Pacifique. Elle attache beaucoup plus d'importance à la préservation de ses propres prérogatives en tant qu'État souverain⁹. Ainsi, même si elle participe aux négociations internationales sur le climat, elle s'oppose avec force à toute tentative d'établir des objectifs contraignants. Son approche est minimaliste : elle respecte à la lettre les engagements pris dans le cadre des traités qu'elle a signés, mais ne va pas au-delà.

La Russie estime avoir déjà fait sa part, voire qu'elle devrait être dédommée pour ses contributions et sacrifices passés¹⁰. D'une part, ses forêts servent de vaste « puits » de carbone pour la planète. D'autre part, elle considère que l'effondrement de sa production industrielle dans les années 1990 justifie ses modestes objectifs de réduction d'émissions de

« Russia Believes Carbon Tax Will Contravene WTO Rules-Minister », Interfax, 24 juillet 2020, disponible sur : <https://interfax.com>.

9. Un récent rapport du Club Valdaï met l'accent sur deux aspects de la souveraineté en matière de politique climatique : « Le droit souverain d'un État à exploiter ses ressources naturelles » et l'importance de défendre « les intérêts souverains de tous les États » dans la coopération multilatérale en matière d'environnement. Voir « Climate Policy in a Global Risk Society », Valdaï Discussion Club, décembre 2020, p. 11, disponible sur : <https://valdaiclub.com>.

10. T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat and Russian Economy: Searching for the Way*, Skolkovo Energy Centre, mai 2020, p. 56. Voir aussi N. Tynkkynen, « A Great Ecological Power in Global Climate Policy? », p. 183.

carbone – calculés à partir d'un niveau de référence datant de 1990. Moscou souligne volontiers la baisse de ses émissions de carbone depuis 1990, rappelle que l'empreinte carbone des États-Unis et de la Chine est beaucoup plus élevée que la sienne¹¹, et résiste aux pressions extérieures visant à lui imposer des objectifs plus ambitieux.

11. Conférence de presse annuelle de Vladimir Poutine, 19 décembre 2019, disponible sur : www.en.kremlin.ru.

De Rio à Paris *via* Kyoto : L'art de l'immobilisme

On pourrait penser que la politique climatique russe a progressivement évolué depuis le début de l'ère post-soviétique : Moscou serait passé du déni total à la reconnaissance de la réalité de l'origine humaine du réchauffement climatique. Il n'en est rien : au cours des trois dernières décennies, la politique climatique russe s'est illustrée par sa constance. La position de Moscou n'a pratiquement pas changé de la conférence sur le climat de Rio de Janeiro en 1992, qui a établi la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), jusqu'à l'accord de Paris sur le climat de 2015 en passant par le protocole de Kyoto de 1997. Les principes fondamentaux décrits dans la section précédente ont été suivis tout au long de cette période.

Sur le plan institutionnel, le processus de prise de décision russe n'a guère varié. Il a fallu deux ans à Moscou pour ratifier la CCNUCC, sept ans pour ratifier le protocole de Kyoto et quatre ans pour ratifier l'accord de Paris. Alors même que les obligations souscrites par la Russie au titre de ces traités étaient minimales, la Russie a ralenti le processus de ratification, moins pour des raisons de fond que pour tenter d'obtenir des contreparties.

À l'égard du protocole de Kyoto, le Kremlin a adopté une approche purement transactionnelle. Au départ, lorsque les États-Unis étaient encore partie au protocole, la Russie a cherché à tirer profit de la possibilité de vendre de ses surplus d'émissions à l'économie la plus importante et la plus industrialisée du monde¹². Après le retrait américain de Kyoto en 2001, le marché des émissions a perdu de son attrait. L'intérêt de Moscou, de strictement financier, est devenu géoéconomique. Exploitant le fait que le protocole de Kyoto ne pouvait entrer en vigueur que si Moscou le ratifiait¹³, le Kremlin a posé comme condition de sa ratification l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC¹⁴).

12. Aux termes du protocole de Kyoto, les pays industrialisés se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en moyenne par rapport aux niveaux de 1990 à l'horizon 2012. Tout quota d'émissions peut être vendu à d'autres pays sous forme de crédits.

13. N. Paton Walsh, « Russian Vote Saves Kyoto Protocol », *The Guardian*, 23 octobre 2004, disponible sur : www.theguardian.com. Pour entrer en vigueur, le protocole de Kyoto devait être signé par un minimum de 55 pays, représentant 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de

Tout au long du processus de Kyoto – négociations, signature, ratification tardive –, la politique climatique russe s’est révélée largement déconnectée de la défense de l’environnement¹⁵. Dans un contexte d’inquiétude internationale croissante liée au réchauffement climatique, Moscou a su manœuvrer à son avantage. La volonté absolue des Nations unies et de nombreux pays signataires de voir le protocole de Kyoto entrer en vigueur a placé la Russie en position favorable dans les négociations¹⁶. Le temps était de son côté : elle pouvait attendre que la situation évolue jusqu’au point où elle pourrait obtenir ce qu’elle souhaitait.

Le transactionnalisme de Moscou a été moins flagrant lors des discussions entourant l’accord de Paris. Cette fois, les incitations financières ou géoéconomiques faisaient défaut. Toutefois, comme dans le cas de Kyoto, la ratification du traité par Moscou était moins motivée par la perspective du réchauffement climatique à proprement parler que par un calcul froid des coûts et des bénéfices. À une époque où l’autorité morale et politique des États-Unis était au plus bas, l’adhésion de la Russie au consensus international sur le changement climatique est apparue judicieuse. La ratification a contribué à lui donner l’image d’un acteur international responsable, sans toutefois lui imposer d’obligations importantes. Moscou n’avait donc rien à y perdre¹⁷.

La continuité de la politique climatique russe se manifeste également dans l’intention de Moscou de proroger les crédits d’émission que lui avait octroyés le protocole de Kyoto. En exigeant que 1990 reste l’année de référence pour l’évaluation de ses futures réductions d’émissions, la Russie fait perdre toute valeur à son engagement à réduire ses émissions de 25 à 30 % à l’horizon 2030. Ses émissions de carbone sont en effet déjà nettement inférieures aux niveaux de la période soviétique (en 2017, elles étaient inférieures de 32 % à celles de 1990¹⁸). Paradoxalement, le pouvoir russe peut ainsi mettre en œuvre des plans ambitieux visant à développer la production de combustibles fossiles tout en respectant ses engagements internationaux¹⁹.

serre. Bien que ce « double seuil » ait également été appliqué à l’accord de Paris, il a été cette fois atteint en un mois – en grande partie parce que les États-Unis ont immédiatement ratifié l’accord par décret.

14. A. Korppoo, J. Karas et M. Grubb (dir.), *Russia and the Kyoto Protocol: Opportunities and Challenges*, Chatham House, Londres, 2006, pp. 19-20.

15. *Ibid.*, p. 23.

16. A. Gusev, « Evolution of Russian Climate Policy: From the Kyoto Protocol to the Paris Agreement », *L’Europe en Formation*, vol. 380, n° 2, 2016, p. 40.

17. O. Smirnov, « Melting Russia in Zero-Cost Climate-Change Pledge », *Asia Times*, 1^{er} octobre 2019, disponible sur : <https://asiatimes.com>.

18. *Ibid.*

19. Natalia Paramonova souligne l’absence d’incitations « à prendre des mesures même élémentaires, telles que la protection contre les incendies de forêt, la conservation des sols et la

Tout comme à l'égard du protocole de Kyoto, l'approche de Moscou envers l'accord de Paris n'a pas grand-chose à voir avec la réalisation d'objectifs environnementaux tels que le ralentissement du réchauffement climatique, l'amélioration de la qualité de l'air ou la préservation du permafrost. Sa véritable priorité est de veiller à ce que la poursuite des objectifs climatiques mondiaux ne fasse pas obstacle aux intérêts nationaux russes, tels qu'ils ont été définis par l'élite au pouvoir. Comme l'a explicitement fait remarquer la vice-ministre russe de l'Énergie, Anastasia Bondarenko, « la mise en œuvre de la politique climatique internationale ne doit pas empiéter sur les intérêts des pays producteurs d'énergie²⁰ ». Une telle vision ne débouche pas tant sur une véritable politique climatique que sur une « anti-politique » conservatrice, opportuniste et résolument égoïste.

modernisation de l'industrie » : « Will EU Green Deal Force Russia to Clean Up Its Act », Carnegie Moscow Center, 13 juillet 2020, disponible sur : <https://carnegie.ru>.
20. Citée dans : O. Smirnov, « Melting Russia in Zero-Cost Climate-Change Pledge », *op. cit.*

Caractéristiques du processus de prise de décision politique en Russie

La politique climatique russe est le produit de plusieurs éléments : les attitudes individuelles des principaux acteurs, la domination des intérêts particuliers, la logique des avantages comparatifs, et la culture politique et stratégique.

Principaux acteurs, intérêts et motivations

Parmi les acteurs impliqués dans l'élaboration de la politique climatique russe, le président Vladimir Poutine exerce une influence décisive. Certes, il n'est ni tout-puissant, ni impliqué à tous les stades de la prise de décision. Néanmoins, son scepticisme à l'égard de l'origine humaine du changement climatique a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de la politique russe au cours des vingt dernières années. Le président russe est lui-même issu d'une élite qui tend à considérer l'urgence climatique comme une obsession des libéraux et une menace bien moindre que, par exemple, la récession économique, l'« hégémonisme » américain ou les valeurs libérales.

La marque de Vladimir Poutine est évidente non seulement sur le fond, mais aussi sur la forme de la politique climatique russe. Il a, en effet, toujours veillé à maintenir une certaine flexibilité. Son approche n'est pas doctrinaire mais pragmatique. Il n'a exclu aucune option, mais n'a accepté aucun engagement potentiellement contraignant. Il a toujours adapté la tactique russe aux circonstances particulières, comme le montre l'obtention de conditions très généreuses dans le cadre du protocole de Kyoto. Cette approche transactionnelle n'a peut-être pas contribué à améliorer l'image de la Russie aux yeux de ses interlocuteurs, mais Vladimir Poutine a compris très tôt que la popularité en soi avait peu d'importance.

La politique climatique russe est largement façonnée par de puissants groupes d'intérêts, au premier rang desquels le secteur énergétique, qui constitue le fondement de l'économie nationale. En 2018, les

hydrocarbures ont fourni 46 % des recettes du budget fédéral, 65 % des recettes totales d'exportation et 25 % du PIB de la Russie²¹. Ces chiffres impressionnants offrent un poids politique considérable aux grandes entreprises de l'industrie énergétique. Leur influence s'étend à de nombreux domaines. En particulier, elles bloquent toute évolution vers une économie post-industrielle et post-carbone.

Un autre élément explique l'importance des entreprises énergétiques : leurs objectifs correspondent étroitement aux ambitions stratégiques du régime. Le monde s'intéresse à la Russie non seulement pour sa puissance militaire, mais aussi pour ses ressources énergétiques²². Si le pays passait à une économie post-carbone, il devrait passer par une transition prolongée et difficile, connaîtrait des perturbations économiques et pourrait être marginalisé à court et à moyen termes. Face à de tels risques, les gains d'une économie totalement ou largement décarbonisée apparaissent lointains et incertains.

Ce consensus sur le carbone en Russie ne se limite pas au secteur de l'énergie. Parmi les autres groupes influents, l'on peut citer l'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RSPP) et le secteur agricole. La RSPP a pesé de tout son poids lors de l'élaboration du plan d'adaptation au changement climatique adopté par le gouvernement russe à la fin de l'année 2019. Les versions précédentes avaient envisagé une taxe carbone et des amendes pour les entreprises dépassant leurs plafonds d'émissions de carbone. Cependant, ces mesures, déjà peu exigeantes, ont par la suite été sabordées en faveur d'un « audit climatique » quinquennal parfaitement inoffensif. Non moins révélatrice est la raison donnée par la RSPP pour diluer les dispositions initialement prévues dans le plan : « Nous devons maximiser nos ventes de gaz, de pétrole et de charbon autant que possible, sans nous arrêter, aussi longtemps qu'on trouvera quelqu'un pour les acheter [sic²³] ». Cet état d'esprit est partagé dans le secteur agricole, qui n'a montré aucune intention de remettre en cause les méthodes d'agriculture intensive afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Là aussi, la priorité absolue est donnée à la maximisation de la production et des exportations²⁴.

21. T. Mitrova et V. Yermakov, « Russia's Energy Strategy-2035: Struggling to Remain Relevant », *Russie.NEI.Reports*, n° 28, Ifri, décembre 2019, p. 19.

22. *Ibid.*, p. 17.

23. Commentaire de David Iakobachvili, président de la commission de la responsabilité sociale des entreprises et du développement durable de la RSPP, cité dans : E. Gershkovich, « How Does a Powerful Russian Lobby Plan to Halt Climate Change? With Coal, Oil and Gas », *The Moscow Times*, 15 novembre 2019, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

24. « Russia Reluctant to Adapt Farming to Climate Change », *Oxford Analytica*, 20 mars 2020.

La culture politique et stratégique

Ces approches reflètent un état d'esprit opportuniste et court-termiste, ainsi qu'un conservatisme instinctif qui pousse les décideurs à rester dans les sentiers battus. N'oublions pas que Vladimir Poutine et sa génération ont grandi à l'époque soviétique, où le succès de chaque politique était évalué presque uniquement en fonction d'indicateurs quantitatifs. Bien que les critères qualitatifs aient depuis pris de l'importance, l'élite poutinienne souscrit toujours au principe du « plus il y en a, mieux c'est ». En outre, la maximisation de la production économique n'est pas seulement motivée par des raisons économiques, mais aussi par des raisons d'État plus larges, comme la promotion de l'image de la Russie en tant que « superpuissance énergétique », « superpuissance alimentaire », etc.

La prise de décision en matière climatique, comme dans d'autres domaines de la politique publique, dépend de l'appréciation qu'a l'élite des avantages comparatifs et des faiblesses de la Russie. La production de combustibles fossiles a la priorité en tant qu'atout essentiel du pays. Moscou n'a guère confiance dans sa capacité à développer une économie post-industrielle, de haute technologie et à faible intensité de carbone pour remplacer le modèle industriel actuel. En théorie, une telle évolution serait possible si le pays investissait dans les sources d'énergie renouvelables et développait l'industrie nucléaire et le marché de l'hydrogène (voir plus loin). Or, Moscou a tendance à choisir la solution de facilité et qui apporte le bénéfice le plus évident – une approche qui exclut l'innovation.

Cette mentalité résulte d'une vision où le monde est considéré comme une arène d'intense compétition, et où la mission principale du gouvernement est la défense des intérêts nationaux. La notion de bien universel est jugée naïve ou hypocrite²⁵. Moscou estime que les appels lancés par d'autres pays pour l'inciter à s'engager à des réductions de carbone plus ambitieuses ne sont que des tentatives d'affaiblir sa position concurrentielle et son influence internationale. Dès lors, la « décarbonisation » apparaît non pas comme une noble aspiration, mais comme une feuille de vigne qui dissimule les objectifs égoïstes des autres acteurs internationaux²⁶.

25. Comme l'explique F. Loukianov, « le discours libéral sur l'ordre mondial – lequel serait un jeu à somme positive qui met à l'honneur l'interdépendance et non la concurrence, et qui place l'économie au-dessus de la sécurité – n'a jamais été pris au sérieux à Moscou ». Lire « Trump's Defense Strategy is Perfect for Russia », *Russia in Global Affairs*, 24 janvier 2018, disponible sur : <https://eng.globalaffairs.ru>.

26. Voir, par exemple les commentaires de M. Rechetnikov, « Russia Believes Carbon Tax Will Contravene WTO Rules—Minister », *op. cit.*

Vers une prise de conscience ? Quand la Russie ressent les effets du changement climatique

En dépit de tout ce qui a été précédemment décrit, il est indéniable que les questions climatiques et environnementales occupent une place croissante dans l'esprit des élites et de la société russes. L'impact du changement climatique ne se limite plus à de rares catastrophes ou phénomènes météorologiques anormaux. Les températures connaissent des hausses et des variations inédites ; la fonte de la banquise arctique s'accélère ; le permafrost, qui représente 60 à 65 % du territoire de la Fédération de Russie, subit des dommages sans précédent ; les phénomènes météorologiques extrêmes sont bien plus fréquents (incendies, sécheresses et inondations), et des accidents majeurs se produisent, tels que le déversement à grande échelle de carburant d'un réservoir de stockage de Nor Nickel en mai 2020. Si les responsables politiques russes estimaient que le changement climatique n'était pas leur problème et ne voyaient dans les négociations internationales sur le climat qu'une distraction irritante, les développements survenus en Russie au cours des deux seules dernières années devraient les inciter à reconsidérer leur position.

L'ampleur des dégâts

L'année 2020 a fait date dans l'histoire du climat russe. La ville sibérienne de Verkhöiansk a connu en juin la température la plus élevée jamais enregistrée dans le cercle arctique – 38 degrés Celsius – et plusieurs autres villes ont dépassé les records précédents de plus de dix degrés. Selon le chef du service météorologique russe, les six premiers mois de l'année ont été les plus chauds en Russie depuis que ces données sont recueillies²⁷. De façon plus visible encore, le nombre de feux de forêt en juillet 2020 a largement dépassé celui des années précédentes : 600, contre 400 en 2019, et une moyenne annuelle de 100 pour la période 2013-2018. Recouvrant une zone de la taille de la Grèce, ces incendies avaient à l'issue du mois

27. « Russia Breaks Heat Records in First Half of 2020 », *The Moscow Times*, 6 juillet 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

d'août libéré dans l'atmosphère 245 mégatonnes de dioxyde de carbone, contre 181 mégatonnes sur l'ensemble de l'année 2019²⁸. La fonte de l'Arctique a également été beaucoup plus rapide que prévu, la couverture de glace polaire a connu à deux reprises sa plus faible extension au cours des quatre dernières décennies²⁹. Plus grave encore, le permafrost fond plus vite que jamais ; l'Académie des sciences de Russie estime qu'il aura diminué de 25 % à l'horizon 2080³⁰. L'ensemble du pays se réchauffe à un rythme deux fois et demie supérieur à la moyenne mondiale³¹.

Ces chiffres mettent en évidence les dégâts colossaux causés à l'environnement physique de la Russie, mais ne permettent pas d'évaluer les conséquences économiques de ces phénomènes. L'Académie des sciences de Russie estime que la fonte du permafrost menace des infrastructures d'une valeur totale de 250 milliards de dollars, en particulier des pipelines, des artères de transport et des bâtiments³². Selon Alexander Kislov, de l'Université d'État de Moscou (MGU), le dégel du permafrost pourrait réduire le PIB de la Russie de 8,5 % à l'horizon 2050³³, tandis que la Chambre des comptes estime que le changement climatique pourrait se traduire par une baisse du PIB de 2 à 3 % dès 2030³⁴. À un niveau plus microéconomique, un récent rapport de Morgan Stanley suggère que les flux de trésorerie de Gazprom et de Nornickel pourraient diminuer de plus de 50 % en 2022³⁵.

L'affaiblissement du permafrost a déjà provoqué l'un des pires déversements de carburant de l'histoire. L'accident de Nornickel, en mai 2020, a entraîné la fuite de quelque 21 000 tonnes de diesel dans la rivière Ambarnaïa et les terres environnantes, un déversement qui représente plus de la moitié de celui survenu lors de la catastrophe d'ExxonMobil en Alaska en 1989. Des sources aussi bien officielles que non gouvernementales ont attribué l'accident au fait que les piliers de soutien du réservoir de stockage s'étaient enfoncés dans le permafrost, autrefois

28. « 2020 Arctic Wildfires Emissions So Far Surpass All of 2019 », *The Moscow Times*, 31 août 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

29. « Rising Temperatures Shrink Arctic Sea Ice to Second-Lowest Level on Record », *The Guardian*, 21 septembre 2020, disponible sur : www.theguardian.com

30. O. Smirnov, « Melting Russia in Zero-Cost Climate-Change Pledge » *op. cit.*

31. La température mondiale a augmenté de 0,47 degré au cours de la dernière décennie. Au cours de la même période, la température moyenne en Russie a augmenté également de 0,47 degré, et de 0,81 degré dans l'Arctique. Voir : T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, p. 37.

32. O. Smirnov, « Melting Russia in Zero-Cost Climate-Change Pledge », *op. cit.*

33. A. Davydova, « Siberia Swelters in the Age of Climate Change », *The Moscow Times*, 8 juillet 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

34. D. Kozin, « Is Russia Finally Waking up to Climate Change? », *The Moscow Times*, 9 mars 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

35. « Melting Arctic Permafrost Threatens Russian Energy Firms' Bottom Line—Morgan Stanley », *The Moscow Times*, 23 juillet 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

solide mais aujourd'hui dégelé³⁶. Un mois plus tard, un autre déversement de kérosène s'est produit sur un autre site de Nornickel, mais à cette occasion, les dégâts ont été relativement limités³⁷. De tels accidents risquent de devenir plus fréquents à mesure que la fonte du permafrost s'accéléralera, ce qu'annoncent la plupart des prévisions scientifiques³⁸.

L'évolution de l'opinion publique

Jusqu'à récemment, il était communément admis que l'opinion publique russe ne s'intéressait pas particulièrement au réchauffement climatique. L'activisme environnemental se concentrait presque entièrement sur des questions locales : protestations contre une scierie sur le lac Baïkal en 2010 ; opposition à une nouvelle autoroute traversant la forêt de Khimki dans le nord-ouest de Moscou la même année ; plaintes concernant les niveaux de pollution industrielle à Tcheliabinsk en 2018 ; et nombreuses manifestations contre l'installation d'une nouvelle décharge dans le village de Shies (oblast d'Arkhangelsk³⁹). Comme l'a exprimé un commentateur, « les gens ont encore du mal à faire le lien entre leurs préoccupations environnementales directes et le changement climatique mondial⁴⁰ ». Des ONG telles que le Fonds mondial pour la nature (WWF) et Greenpeace éprouvent des difficultés à sensibiliser le grand public, sans même parler d'influencer la politique fédérale.

Cependant, l'attitude de la population pourrait être en train d'évoluer, comme le révèle un sondage effectué par le Centre Levada en décembre 2019. À la question « quelles sont les menaces les plus dangereuses pour l'humanité au XXI^e siècle ? », les personnes interrogées ont donné des réponses surprenantes. La « pollution de l'environnement » arrive en première position avec 48 %, devançant des thèmes plus habituels comme le « terrorisme international » (42 %), les « conflits armés et les guerres » (37 %), la « prolifération des armes nucléaires et le

36. E. Gershkovich, « In Siberian Fuel Spill, Climate Change Is Seen as Major Factor », *The Moscow Times*, 5 juin 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

37. La fuite n'a duré que 15 minutes, et on estime à 45 tonnes la quantité de carburant qui s'est déversée. Voir « New Fuel Leak Hits Russia's Arctic Weeks After Disastrous Diesel Spill », *The Moscow Times*, 13 juillet 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

38. D. Kozin, « Russia's Leading Climate Change Expert Gives Sober Prognosis », *The Moscow Times*, 4 avril 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

39. « Protests Rally Against Lake Baikal's Mill Operations », *Reuters*, 27 mars 2010, disponible sur : www.reuters.com ; Y. Chirikova, « The Battle for Khimki Forest », *Open Democracy*, 23 août 2010, disponible sur : www.opendemocracy.net ; « Residents of Russian City Protest "Black Sky" Air Pollution », *Associated Press*, 24 décembre 2018, disponible sur : <https://abcnews.go.com> ; C. Digges, « Russia's Garbage Protests Raise Central Questions About the Right to a Clean Environment », *Bellona*, 12 juin 2019, disponible sur : <https://bellona.org>.

40. P. Sauer, « 11,000 Scientists Warn of "Untold Suffering" from Climate Change. Only 4 of them are Russian », *The Moscow Times*, 8 novembre 2019, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

risque qu'elles soient utilisées » (31 %), et la « crise économique mondiale » (25 %). Il est intéressant de noter que « le changement climatique, le réchauffement de la planète » occupe la quatrième place dans la liste des menaces mondiales avec 34 %. Même si les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses, ces résultats indiquent une plus grande sensibilisation à l'environnement. Il convient également de remarquer le lien que les personnes interrogées établissent entre l'augmentation de la température et la « pollution causée par les activités humaines ». 67 % des personnes interrogées croient à l'origine humaine du changement climatique, et seulement 25 % la contestent.

Il ne faut pas pour autant surestimer ce changement. La protection de l'environnement demeure encore, pour l'essentiel, une préoccupation locale. À la question « quel est le problème environnemental le plus grave auquel la Russie est confrontée ? », la réponse la plus donnée a été la « pollution de l'air » (26 %), suivie de la « gestion des déchets ménagers » (17 %), des déchets nucléaires (11 %), de l'épuisement des ressources naturelles (9 %), des produits alimentaires génétiquement modifiés (9 %) et de la pollution de l'eau (9 %). Toutes ces réponses ont été données plus souvent que le « changement climatique ». Les réponses à la question « quel problème environnemental vous affecte le plus directement, vous et votre famille ? » sont similaires : la pollution de l'air (25 %), la pollution de l'eau (15 %), les produits alimentaires génétiquement modifiés (12 %), les déchets ménagers (11 %), et ensuite seulement le changement climatique (7 %) ⁴¹.

Par ailleurs, les sondeurs du Centre Levada n'ont pas demandé aux personnes interrogées si elles seraient prêtes à accepter une limitation de la croissance économique ou des modifications de leur mode de vie afin d'atténuer le changement climatique. Une enquête du VTsIOM (Centre russe de recherche sur l'opinion publique) réalisée en août 2020 suggère une réponse négative à cette question. La plupart des répondants estimaient qu'il était de la responsabilité du gouvernement de prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique. Plus de la moitié d'entre eux refusaient d'abandonner les voyages en avion, de cesser d'utiliser leur voiture ou de changer leur régime alimentaire pour passer de la viande et des produits laitiers à des produits végétaux. Ces résultats faisaient suite à une étude réalisée plus tôt dans l'année, qui avait révélé que plus des deux tiers des Russes rejetaient l'idée de payer plus cher pour l'électricité et les autres services publics en contrepartie du développement des énergies renouvelables et de l'amélioration de l'efficacité énergétique ⁴².

41. « Environmental Problems », Centre Levada, 18 février 2020, disponible sur : www.levada.ru.

42. « Life after Greta Thunberg, or Consumption and Global Warming », VTsIOM, 18 août 2020, disponible sur : <https://vtsiom.com>.

Néanmoins, l'idée selon laquelle la population russe ne ferait pas le lien entre dégradation de l'environnement local et changement climatique mondial ne va plus de soi. Cette évolution pourrait avoir des implications majeures pour la politique de Moscou. Si le gouvernement se révèle incapable d'atténuer les effets du changement climatique, il pourrait voir l'environnement devenir une source supplémentaire de mécontentement populaire, au même titre que la baisse du niveau de vie, l'insuffisance de la protection sociale et la corruption. Bien que l'on ne puisse pas encore parler de « moment Tchernobyl », l'immobilisme du passé ne semble plus tenable et le gouvernement doit au moins donner l'apparence de l'action.

L'« adaptation » ou l'illusion du changement

Moscou revendique une politique d'« adaptation » aux effets du changement climatique. Ce terme n'est pas anodin. Il suggère, tout d'abord, une reconnaissance de la réalité du changement climatique. Les scientifiques et les responsables politiques russes ne sont plus enclins à le nier, même s'ils expriment souvent des doutes sur son lien avec l'activité humaine⁴³. Deuxièmement, la notion d'adaptation reflète la conviction fataliste selon laquelle le changement climatique est irréversible ; la Russie devra apprendre à vivre avec, plutôt que de tenter d'y remédier. Troisièmement, les conséquences du changement climatique ne sont pas nécessairement perçues comme négatives, surtout pour la Russie. Le réchauffement de la planète aurait ainsi des coûts mais aussi des avantages. S'adapter signifie prendre des mesures permettant de minimiser les premiers et de maximiser les seconds⁴⁴.

Il est tentant de considérer que le plan d'adaptation au climat annoncé par le gouvernement russe le 25 décembre 2019 va dans le bon sens. Ce document reconnaît sans équivoque la réalité du changement climatique en Russie depuis les années 1970 : le pays a connu une augmentation moyenne de 0,47 degré Celsius tous les dix ans. Il souligne l'impact du réchauffement sur le développement économique, les conditions de vie, la santé publique et les infrastructures. Il fait également référence à la dégradation du permafrost et à la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes.

Toutefois, si le plan d'adaptation reconnaît effectivement que le changement climatique pose de sérieux défis à la Russie, ses préconisations sont insuffisantes. Celles-ci se répartissent en deux catégories : l'« adaptation préventive », qui vise à réduire l'impact du changement climatique, par exemple à travers la construction de digues et la protection des forêts ; et l'« adaptation post-crise », qui englobe les secours en cas de catastrophe et les opérations d'urgence. Force est de constater que le plan manque cruellement de mesures politiques concrètes. La quasi-totalité des 29 mesures énumérées dans son annexe sont de nature institutionnelle :

43. T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, pp. 15-16.

44. « Nacional'nyj plan meropriâtij... », *op. cit.*, p. 1.

elles portent sur la coordination bureaucratique, l'établissement de rapports et l'obligation formelle d'élaborer des plans climatiques pour les différents secteurs économiques (complexe énergétique, transport, logement et construction, pêche, etc.). En comparaison de la Doctrine climatique de 2009 du gouvernement russe, sur laquelle il est censé se fonder, le plan 2019 est largement dépourvu de contenu significatif⁴⁵.

Il n'y a pas d'engagement à réduire l'empreinte carbone de la Russie. Au contraire, le plan souligne la nécessité de protéger les exportateurs russes contre les tentatives de « réduire leur compétitivité sous prétexte de non-respect des exigences de sécurité climatique⁴⁶ ». Il fait référence, à cet égard, au « protectionnisme du carbone », c'est-à-dire à l'imposition par l'Union européenne (UE) de droits de douane sur les importations à forte teneur en carbone en provenance des pays tiers dont la Russie. Une seule phrase dans le plan évoque la mise en œuvre des obligations de la Russie au titre de la CCNUCC, et aucune mention n'en est faite dans les mesures énumérées dans l'annexe. En outre, le plan ne contient aucune disposition concernant les sources d'énergie renouvelables, les émissions industrielles, le développement de technologies d'économie d'énergie ou la responsabilisation des pollueurs.

En somme, le plan 2019 est largement « décoratif ». Il semble principalement destiné à montrer que le gouvernement russe prend le changement climatique au sérieux et dispose d'une stratégie pour y faire face. Le texte, qui constitue un compromis autour du plus petit dénominateur commun, a été vidé de toute substance.

Le manque de contenu du plan climat est révélateur des priorités du gouvernement. Il ne s'agit pas d'un plan directeur pour l'environnement, mais d'un document économique. Son principal porteur est d'ailleurs le ministère du Développement économique et du commerce, et non celui des Ressources naturelles et de l'environnement. Le texte envoie un message clair : le Kremlin n'acceptera aucune entrave à l'expansion et à la

45. La Doctrine climatique 2009 était un document relativement progressiste et éclairé, probablement car son élaboration a commencé sous la présidence Medvedev. Elle reconnaissait que « les intérêts de la Fédération de Russie ayant trait au changement climatique ne sont pas limités à son territoire et ont un caractère mondial » ; elle envisageait des mesures pour améliorer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs économiques, la mise en œuvre de technologies d'économie d'énergie, l'expansion des sources d'énergie renouvelables et alternatives, et l'amélioration du rendement énergétique des véhicules à moteur ; elle qualifiait spécifiquement le changement climatique de menace pour la sécurité nationale, et la politique climatique de catalyseur de la modernisation technologique. Elle était également beaucoup plus explicite que le plan 2019 quant à la nécessité d'appliquer strictement la législation et de mieux obliger les responsables à rendre des comptes, tout en mettant en garde contre le « lobbying corrompu de certains groupes d'intérêt ». Voir « Doctrine climatique de la Fédération de Russie », 17 décembre 2009, Kremlin.ru, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

46. « Nacional'nyj plan meropriâtij... », *op. cit.*, p. 3.

modernisation du complexe pétrolier et énergétique, qui représente la « locomotive » de l'économie russe⁴⁷.

Moscou cherche tout particulièrement à promouvoir la production, l'exportation et la consommation intérieure de gaz en tant que technologie relativement « propre⁴⁸ ». Dans ce contexte, le GNL (gaz naturel liquéfié) apparaît comme l'un des piliers non seulement de la stratégie énergétique de la Russie, mais aussi de sa projection en tant qu'acteur mondial. Novatek, qui a déjà lancé le projet Yamal LNG avec des financements chinois, travaille actuellement à plusieurs autres projets sur les péninsules de Yamal et de Gydan⁴⁹.

Le revers de la médaille est l'échec du développement des énergies renouvelables. Alors que certains pays industrialisés, notamment les grands exportateurs de combustibles fossiles comme les États-Unis, s'adaptent au changement climatique en développant ce type d'énergies, la Russie reste en retrait dans ce domaine. En 2018, l'énergie solaire et éolienne ne représentait que 0,02 % de la production énergétique russe. Cette part ne devrait atteindre que 0,7 % en 2035⁵⁰. Les chiffres relatifs à la production d'électricité illustrent le contraste entre la Russie et les autres grandes économies. En 2019, seulement 0,16 % de l'électricité russe était produite à partir de sources renouvelables, à l'exclusion de l'hydroélectricité, alors que la moyenne mondiale est de 10 % et la moyenne européenne de 20 %⁵¹. En revanche, Moscou a l'intention d'accroître considérablement la production nationale de charbon au cours des quinze prochaines années, malgré la baisse de la demande mondiale⁵².

Le gouvernement russe n'est pas seulement lent à exploiter les sources d'énergie alternatives ; il est aussi hostile à leur expansion. En présentant la Stratégie énergétique de la Russie à l'horizon 2035, le ministre de

47. S. Sukhankin, « Russia's Energy Strategy 2035: A Breakthrough or Another Impasse? », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, n° 78, 2 juin 2020, disponible sur : <https://jamestown.org>.

48. Entretien avec le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak : J. Ambrose, « Russia Rules Out Cutting Fossil Fuel Production in Next Few Decades », *The Guardian*, 1^{er} novembre 2020, disponible sur : www.theguardian.com.

49. T. Mitrova et V. Yermakov, « Russia's Energy Strategy-2035 », *op. cit.*, p. 35.

50. *Ibid.*, p. 37.

51. J. Cordell, « Russia's Coronavirus Recovery Plan Has No Space for Renewables », *The Moscow Times*, 23 juin 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

52. La Stratégie charbon 2035 prévoit que la production de charbon passera de 439 millions de tonnes en 2019, ce qui constitue un record en 11 ans, à un niveau situé entre 485 et 668 millions de tonnes en 2035. Or la consommation mondiale de charbon est à son plus bas niveau depuis 16 ans, et la part du charbon dans la production d'électricité devrait chuter au cours des prochaines années. Voir S. Sukhankin, « Coal Strategy 2035: Is Russia Preparing for the Last War? », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, n° 109, 27 juillet 2020, disponible sur : <https://jamestown.org> ; et E. Gerden, « Russia Eyes Big Plans for Coal Production and Exports », *Resource World*, mai 2020, disponible sur : <https://resourceworld.com>.

l'Énergie Alexandre Novak a identifié la « tendance mondiale à promouvoir "l'agenda vert" » comme l'une des principales menaces pour le secteur énergétique russe⁵³. Comme l'a fait remarquer un observateur, « la Russie perçoit tout type de concurrence extérieure à sa position de leader mondial de l'énergie [...] comme une menace existentielle qui doit être contenue/éliminée plutôt que comme une incitation ou une potentielle opportunité d'adaptation/innovation⁵⁴ ». Moscou met en garde contre « toute atteinte aux intérêts des États producteurs de ressources⁵⁵ ». En conséquence, il a menacé de contrer le Green New Deal de l'UE et l'introduction d'une taxe carbone aux frontières en saisissant l'OMC au motif que ces mesures constitueraient des pratiques commerciales déloyales⁵⁶.

L'« adaptation » annoncée par la Russie ne signifie donc pas la reconnaissance de la nécessité de mettre en œuvre des changements ; il s'agit plutôt d'une politique d'endiguement. Un récent rapport du Skolkovo Energy Centre explique ainsi que « l'adaptation cherche à modérer ou à éviter les dommages ou à exploiter les opportunités bénéfiques », contrairement à la lutte contre le changement climatique, laquelle « implique une approche proactive », notamment une réduction de la consommation d'énergie, « l'utilisation d'énergie à faible empreinte carbone » et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS)⁵⁷.

Fidèle à cette logique, Moscou continue d'insister sur les aspects « positifs » du réchauffement climatique, plutôt que de s'attarder sur ses effets négatifs. Les déclarations du gouvernement soulignent trois bénéfices en particulier. Premièrement, la fonte des glaces de l'Arctique accélérera l'ouverture de la route maritime du Nord, renforçant ainsi les avantages stratégiques, économiques et commerciaux de la Russie. Deuxièmement, le réchauffement des régions septentrionales du pays facilitera l'accès aux abondantes ressources naturelles qui s'y trouvent. Enfin, la fonte du permafrost augmentera la superficie des terres

53. Les autres défis et menaces sont les suivants : le développement fulgurant des nouvelles technologies, la mondialisation du marché de l'énergie, en particulier du gaz de schiste et du pétrole, et le durcissement des sanctions. Voir : « Doklad Aleksandra Novaka na zasedanii Pravitel'stva Rossijskoj Federatsii po voprosu "O proekte Energetičeskoj strategii na period do 2035" » (Rapport d'Alexandre Novak à la session du gouvernement russe sur « Le projet de Stratégie énergétique à l'horizon 2035 »), Government.ru, disponible sur : <http://government.ru>.

54. S. Sukhankin, « Russia's Energy Strategy 2035 », *op. cit.*

55. Cité dans : T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, p. 44.

56. Un rapport de KMPG estime que la taxe carbone aux frontières de l'UE pourrait coûter aux exportateurs russes jusqu'à 50 milliards d'euros en droits supplémentaires entre 2022 et 2030 : « Russia Will Both Contest and Adjust to EU Carbon Tax », *Oxford Analytica*, 12 octobre 2020 ; voir aussi T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, p. 49 ; et N. Paramonova, « Will EU Green Deal Force Russia to Clean up Its Act », *op. cit.*

57. T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, pp. 19-20.

disponibles pour l'agriculture, ce qui donnera un élan supplémentaire à un secteur déjà en plein essor⁵⁸.

Le Kremlin revient également à une version édulcorée du climato-scepticisme. Bien qu'il ne nie plus ouvertement les origines humaines du changement climatique établies par la science, il exprime régulièrement des doutes sur ce sujet. Lors de sa conférence de presse de fin d'année en 2019, Vladimir Poutine a affirmé que « personne ne connaît vraiment les causes du changement climatique, du moins du changement climatique mondial ». Il a ajouté que « dans l'histoire de la Terre, il y a eu des périodes de réchauffement et de refroidissement » et qu'« il est très difficile, voire impossible, de déterminer exactement de quelle façon l'humanité affecte le changement climatique⁵⁹ ». Par ailleurs, ses commentaires condescendants sur la jeune militante suédoise Greta Thunberg établissaient une distinction entre « monde réel » et « monde idéal » : « Personne n'a expliqué à Greta que le monde moderne est complexe⁶⁰. »

Néanmoins, Vladimir Poutine tient à ce que Moscou reste « du bon côté » en matière de consensus international sur le changement climatique. Dans cette optique, il est fort probable que la Russie remplisse ses engagements pris au titre de l'accord de Paris. Le discours du président russe à la 75^e session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies ne contenait que quelques lignes sur le changement climatique, et celles-ci faisaient référence à l'internationalisme et au multilatéralisme : « Les questions de protection de l'environnement et de changement climatique doivent rester au cœur des efforts communs » et « nous appelons tous les États à se conformer [aux conventions, traités et protocoles multilatéraux des Nations unies], en particulier en travaillant à la réalisation des objectifs de l'accord de Paris⁶¹. »

58. Commentaire de V. Kattsov, cité dans : D. Kozin, « Russia's Leading Climate Change Expert Gives Sober Prognosis », *op. cit.* Voir aussi : A. Lustgarten, « The Big Thaw: How Russia Could Dominate a Warming World », *New York Times* magazine et *Pro Publica*, 16 décembre 2020, disponible sur : www.propublica.org. En réalité, les prétendus effets positifs du réchauffement climatique sont discutables. Le développement de la Route maritime du nord nécessitera des investissements massifs dans les infrastructures ; en outre, les nouvelles terres arables seront éloignées des centres agricoles établis et les terres arables existantes seront soumises à des sécheresses plus fréquentes. Voir : « Why Russia Is Ambivalent about Global Warming », *The Economist*, 19 septembre 2019, disponible sur : www.economist.com ; et M. Galeotti, « Putin Is Finally Waking up to Russia's Climate Problem », *The Spectator*, 28 décembre 2020, disponible sur : www.spectator.co.uk.

59. Conférence de presse annuelle de Vladimir Poutine, 19 décembre 2019, *op. cit.*

60. « Vladimir Putin Criticises Greta Thunberg's UN Speech on Climate Change », *BBC News*, 3 octobre 2019, disponible sur : www.bbc.com.

61. Discours de Poutine à la 75^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, 22 septembre 2020, disponible sur : www.en.kremlin.ru.

En dépit de son scepticisme sur l'origine humaine du changement climatique et de son refus de faire des compromis sur les avantages comparatifs de la Russie, le Kremlin reconnaît que la politique climatique internationale peut être utilement instrumentalisée. Si la posture de Moscou est discutable⁶², elle apparaît nettement préférable à celle de l'administration Trump, qui s'est caractérisée par l'abrogation de l'accord de Paris et la remise en cause systématique des mesures de protection de l'environnement existantes⁶³. La politique russe d'« adaptation » prend peut-être ici tout son sens. Il s'agit, pour le Kremlin, de s'adapter non seulement aux effets physiques (environnementaux, économiques) du changement climatique, mais aussi à un environnement stratégique international façonné par ces effets.

62. La Russie est le quatrième plus grand émetteur de carbone après la Chine, les États-Unis et l'Inde. De plus, ses émissions par habitant sont bien plus élevées que celles de la Chine, de l'Inde et des États membres de l'UE.

63. Cela dit, la politique climatique a été l'un des rares domaines d'accord entre Washington et Moscou pendant les années Trump (2017-2021). Lors du sommet climatique de Madrid en décembre 2019, la Russie a soutenu les États-Unis en rejetant une proposition visant à augmenter les compensations accordées aux pays en développement pour les dommages causés par les effets du changement climatique. Voir : M. Adow, « The Climate Debt », *Foreign Affairs*, mai-juin 2020, p. 67.

L'avenir de la politique climatique : principales variables et perspectives

La Russie sera-t-elle capable d'élargir sa définition de l'« adaptation » pour s'adapter à une ère post-industrielle dans laquelle les énergies renouvelables joueront un rôle central et où les facteurs climatiques pèseront de plus en plus sur la politique gouvernementale⁶⁴ ? Ou bien faut-il s'attendre à ce que les intérêts en jeu et les idées reçues empêchent un tel changement de se produire ? Quels facteurs et quelles pressions, internes et externes, pourraient entraîner une évolution de la politique climatique russe ? Et si la Russie s'en tenait à son cap actuel et continuait à dépendre fortement des combustibles fossiles, quelles seraient les implications stratégiques pour sa place dans le monde ?

Un changement radical de la politique climatique russe semble peu probable. La Stratégie énergétique 2035 et la Stratégie charbon 2035 indiquent que le gouvernement est résolument engagé dans l'expansion de la production et de l'exportation de combustibles fossiles, et qu'il n'a pas prévu de transition, même graduelle, vers les énergies renouvelables. La Russie fait partie des pays qui « résisteront nécessairement au changement parce que l'économie mondiale des combustibles fossiles est fondamentale pour eux⁶⁵ ». De même, on ne constate guère de volonté de procéder à une décarbonisation (même limitée) dans l'industrie et l'agriculture, où tout est fait pour maximiser la production. La réforme globale qui s'imposerait dans ces secteurs serait difficile et coûteuse à mettre en œuvre, et ne donnerait très probablement des résultats qu'à long terme⁶⁶.

Les effets de la crise sanitaire

L'impact de la pandémie de COVID-19 constitue un obstacle supplémentaire au changement. Tous les gouvernements de la planète sont préoccupés par la menace que représente le virus pour la santé publique et

64. « Daniel Yergin: China to Stand Atop New Global Energy Order », entretien à *Nikkei Asia*, 6 octobre 2020, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

65. J. Podesta et T. Stern, « A Foreign Policy for the Climate », *Foreign Affairs*, mai-juin 2020, p. 45.

66. « Russia Reluctant to Adapt Farming to Climate Change », *Oxford Analytica*, 20 mars 2020.

par la crise économique mondiale qui en découle, la plus grave depuis la Grande Dépression des années 1930. Les priorités étant de gérer le virus et de restaurer la croissance, la politique climatique a été mise de côté – en Russie plus encore que partout ailleurs. L'attention des citoyens, elle aussi, se concentre naturellement sur les besoins matériels immédiats. Dans un sondage du Centre Levada d'août 2020, où les personnes interrogées étaient invitées à dresser la liste des problèmes qui les préoccupaient le plus, la « dégradation de l'environnement » (22 %) est arrivée après plusieurs sujets socio-économiques comme l'« augmentation des prix » (61 %), le chômage (44 %), la pauvreté (39 %), la corruption (38 %), l'accès aux soins de santé (29 %), les inégalités (28 %) et la « crise économique/la baisse de la production industrielle et agricole » (26 %)⁶⁷.

Par ailleurs, la focalisation de l'ensemble de la communauté internationale sur la crise sanitaire a pour conséquence de réduire la pression exercée sur la Russie en matière de lutte contre le changement climatique. La pandémie a exacerbé les tensions entre grandes puissances, en particulier l'affrontement stratégique opposant Washington à Pékin⁶⁸. Elle a favorisé un environnement politique dans lequel la plupart des principaux acteurs internationaux – États-Unis, Chine, Russie, Inde, Japon, France, Allemagne et Royaume-Uni – se consacrent encore davantage aux priorités sécuritaires et géopolitiques traditionnelles qu'aux menaces non traditionnelles comme le changement climatique ou la pauvreté mondiale.

Bien que le coronavirus ait fait baisser la demande mondiale de combustibles fossiles, on peut s'attendre à un rebond car les gouvernements cherchent à relancer l'économie par tous les moyens possibles, y compris en supprimant ou en assouplissant des mesures de protection de l'environnement. Comme l'a fait remarquer le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Fatih Birol, « le monde est loin d'en faire assez pour enclencher un déclin structurel des émissions⁶⁹ ». La pandémie a, certes, stimulé les énergies renouvelables, mais l'insuffisance des financements sera une contrainte majeure pour l'expansion des sources d'énergie non carbonées, du moins à court terme. Les gouvernements accumulent des dettes afin de soutenir les différents plans de relance, et peu ont la vision nécessaire pour financer une transition structurelle

67. « The Most Serious Problems », Centre Levada, 30 septembre 2020, disponible sur : www.levada.ru.

68. B. Lo, « Global Order in the Shadow of the Coronavirus: China, Russia and the West », Lowy Analysis, 28 juillet 2020, disponible sur : www.lowyinstitute.org.

69. Cité dans : J. Jolly, « Stop CO2 Emissions Bouncing Back After COVID Plunge, Says IEA », *The Guardian*, 13 octobre 2020, disponible sur : www.theguardian.com.

massive⁷⁰, ou le courage de risquer de provoquer le mécontentement populaire en faisant supporter aux consommateurs l'augmentation inévitable (mais temporaire) des coûts des services publics. Un tel pari serait particulièrement risqué pour la Russie, qui a déjà pris beaucoup de retard sur les autres grandes économies dans la transition vers un avenir post-carbone.

Un avenir post-carbone ?

Si la transition de la Russie vers une économie post-carbone semble peu probable dans un avenir proche, elle ne peut toutefois être totalement exclue. Plusieurs tendances joueront à cet égard un rôle crucial au cours des prochaines décennies. La première est l'évolution générale de l'économie mondiale vers des sources d'énergie non carbonées, même si elle se déroule de manière inégale. Il est intéressant de noter qu'une publication du Conseil russe des affaires internationales de 2016 prévoyait qu'« à l'horizon 2100, la structure de l'équilibre énergétique mondial connaîtra une restructuration radicale. Les sources d'énergie conventionnelles (pétrole, gaz, charbon) ne joueront plus un rôle dominant et céderont la place à des formes d'énergie sans carbone. [...] Pour la Russie, cela implique la nécessité de réorienter ses priorités en faveur du développement des énergies [alternatives] dans un avenir proche⁷¹. »

Dans ce scénario, la Russie risque de prendre du retard sur la révolution énergétique du XXI^e siècle, et de devenir de moins en moins compétitive par rapport aux autres acteurs de premier plan qui passeront avant elle aux technologies à faible et à zéro émission de carbone⁷². Certains signes montrent que ce phénomène est déjà en cours. Lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2020, le président Xi Jinping a annoncé que la Chine atteindrait le « pic d'émissions de carbone » avant 2030 et qu'elle visait à parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2060⁷³. Que la Chine atteigne ces objectifs ou non, le seul fait

70. D. Yergin, « How Will the Pandemic Affect the Sprint Away From Fossil Fuels? », *The Guardian*, 8 octobre 2020, disponible sur : www.theguardian.com. Selon Fatih Birol, « les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables doivent passer de 300 milliards à 1 600 milliards de dollars à l'horizon 2030 si l'on veut réussir à lutter contre la crise climatique ». Lire aussi J. Jolly, « Stop CO2 Emissions Bouncing Back After COVID Plunge, Says IEA », *op. cit.*

71. V. Likhachev, « Energy Revolution. XXI Century. Reset » in I. Ivanov et A. Kortunov (dir.), *The World in 100 Years*, Russian International Affairs Council, 2016, p. 259.

72. « Russian Federation », Climate Action Tracker, 22 septembre 2020, disponible sur : <https://climateactiontracker.org>.

73. Discours de Xi Jinping à la 75^e Assemblée générale des Nations unies, 22 septembre 2020, disponible sur : www.chinadaily.com.cn. Plus précisément, la Chine cherche à réduire sa consommation de pétrole de 65 % et sa consommation de gaz naturel de 75 % à l'horizon 2060. Lire S. Kapitonov et T. Umarov, « Does China Need More Gas from Russia and Central Asia? », Carnegie Moscow Center, 12 janvier 2021, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

qu'elle s'y attelle aura des implications importantes pour la Russie. Pékin est son plus grand client pétrolier, et Moscou compte également sur la demande chinoise pour absorber la majeure partie de sa production supplémentaire de gaz (c'est ce que prévoit la Stratégie énergétique pour 2035). Même si Pékin continue à importer du pétrole et du gaz russes, le développement rapide d'alternatives non carbonées telles que le solaire renforcera considérablement la position de négociation chinoise vis-à-vis de Moscou⁷⁴. Dans le même temps, l'utilisation croissante des énergies renouvelables dans la production d'électricité partout sur la planète est susceptible de faire baisser les prix internationaux des matières premières et la part de la Russie dans le PIB mondial⁷⁵.

Ses principaux partenaires commerciaux – la Chine et l'UE – se tournant de plus en plus vers des sources d'énergie sans carbone, la pression exercée sur la Russie pour qu'elle s'engage dans cette voie est appelée à s'intensifier⁷⁶. Les décideurs politiques seront alors confrontés à des choix décisifs. Ils pourraient rester dans le déni et espérer que les combustibles fossiles continueront à jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale⁷⁷. Ils pourraient choisir de concrétiser des idées ambitieuses telles que la conversion du gaz naturel russe en hydrogène « propre » destiné au marché de l'UE – bien qu'un tel marché n'existe pas aujourd'hui et que la conversion serait extrêmement coûteuse⁷⁸. Le gouvernement russe pourrait aussi accepter que l'économie mondiale

74. D. Yergin, « China to Stand Atop New Global Energy Order », *op. cit.*

75. T. Mitrova et V. Yermakov, « Russia's Energy Strategy-2035 », *op. cit.*, pp. 20-21.

76. T. Mitrova *et al.* estiment que dans tous les scénarios d'avenir envisageables, les recettes énergétiques russes diminueront « radicalement » à l'horizon 2040, et que la croissance du PIB pourrait être limitée à moins de 1 % par an. T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, pp. 50-51.

77. Les estimations sur la période où aura lieu le pic pétrolier varient considérablement. Daniel Yergin pense que cela se produira d'ici le milieu des années 2030, même si le pétrole et le gaz seront encore très demandés en 2050 (dans « China to Stand Atop New Global Energy Order »). Sans surprise, les projections de l'OPEP annoncent une date nettement plus lointaine pour le pic du pétrole : 2045. Voir J. Ambrose, « OPEC Rejects Projection That Global Demand for Oil Has Peaked », *The Guardian*, 8 octobre 2020, disponible sur : www.theguardian.com. À l'inverse, d'autres affirment que la Covid-19 a eu pour effet d'avancer le moment du pic pétrolier : T. Randall et H. Warren, « Peak Oil Is Suddenly Upon Us », *Bloomberg*, 1^{er} décembre 2020, disponible sur : www.bloomberg.com.

78. T. Diatel, « Vodorod u vorot : kak Rossija pytaetsja vyjti na novyj rynek » [L'hydrogène à nos portes : comment la Russie cherche à entrer sur un nouveau marché], *Kommersant*, 8 octobre 2020, disponible sur : www.kommersant.ru ; voir également T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, p. 54. Dans un scénario idéal du point de vue de Moscou, la Russie continuerait à exporter du gaz en utilisant le réseau de gazoducs existant, et le processus – et le coût – de la décarbonisation (c'est-à-dire la production d'hydrogène) serait pris en charge par les pays consommateurs de l'UE.

du XXI^e siècle sera postindustrielle et numérisée⁷⁹, et tout faire pour que le pays rattrape son retard en matière de développement sans carbone et à faible carbone⁸⁰.

L'énergie nucléaire pourrait jouer un rôle important dans cet éventuel rattrapage russe. Aujourd'hui, elle représente près de 20 % de la production nationale d'électricité en Russie. Dans les décennies à venir, le nucléaire jouera probablement un rôle clé au niveau international. La Russie est déjà un leader industriel mondial, avec une expérience considérable de la collaboration avec d'autres pays ; elle fournit notamment des réacteurs à eau légère avancés à la Chine et à l'Inde⁸¹. Néanmoins, il n'est pas certain qu'elle puisse conserver son avantage technologique et commercial face à une concurrence chinoise en pleine expansion⁸². En outre, l'idée que l'énergie nucléaire serait sans danger pour l'environnement est largement contestée, y compris en Russie⁸³.

L'impact du changement climatique en Russie même sera une autre variable cruciale. Pour l'heure, le gouvernement peut minimiser la menace du réchauffement climatique et de la fonte des glaces de l'Arctique, compte tenu du fait que moins de 4 % de la population vit dans les régions de permafrost. Cependant, le réchauffement accéléré de ces dernières années laisse à penser que les Russes seront beaucoup plus nombreux à être touchés par le changement climatique à l'avenir, et de manière beaucoup plus grave. La sécurité environnementale pourrait à terme occuper une place aussi importante aux yeux de l'opinion publique que des objectifs plus conventionnels tels que le bien-être économique.

La future politique climatique sera également influencée par le contexte international. Dans un monde déchiré par la confrontation entre grandes puissances, la Russie pourrait pendant un certain temps persévérer dans une politique d'inaction climatique. De même, si le COVID-19 est suivi d'une série de nouvelles pandémies, on peut s'attendre à ce que les décideurs du monde entier se concentrent sur les urgences

79. D. Yergin observe à ce propos que la pandémie a accéléré la numérisation du monde : ce qui aurait pu prendre des années n'a pris que des mois. D. Yergin, « How Will the Pandemic Affect the Sprint Away From Fossil Fuels ? », *op. cit.*

80. V. Likhachev, « Energy Revolution », p. 259 ; et T. Mitrova *et al.*, *Global Climatic Threat*, *op. cit.*, p. 45.

81. La Russie a fourni des réacteurs à eau légère VVER-1000 à la centrale nucléaire chinoise de Tianwan et à la centrale indienne de Kudankulam.

82. S. Birch, « China Dominates Reactor Connections, Russia Leads Export Market », *Reuters*, 25 septembre 2019, disponible sur : www.reutersevents.com.

83. Voir I. Nechepurenko et A. Higgins, « Coming to a Country Near You: A Russian Nuclear Power Plant », *New York Times*, 22 juin 2020, disponible sur : www.nytimes.com ; et A. Davydova, « Fossil-Fuel Giant Russia Tiptoes Towards Low-Carbon Future », *Reuters*, 26 mars 2020, disponible sur : www.reuters.com.

immédiates plutôt que sur les défis environnementaux à long terme. Moscou peut miser sur le fait que d'autres pays négligeront comme elle le réchauffement climatique et se montreront aussi lents qu'elle à adopter les technologies renouvelables. Une telle approche semble cependant hasardeuse si l'on considère l'ampleur et la visibilité croissantes du changement climatique, ainsi que ses ramifications pour la place de la Russie dans le monde. Avec le temps, les décideurs pourraient être contraints de réaliser que leur politique climatique actuelle n'est pas soutenable sur le plan environnemental, économique et, surtout, stratégique.

Pour l'heure, ils en sont loin. La vision de long terme a rarement été un point fort de la politique intérieure et étrangère russe, en particulier sous Vladimir Poutine. Il y a peu de raisons d'espérer une transformation rapide de la politique climatique russe, à moins qu'elle ne soit provoquée par des forces échappant au contrôle du régime – l'innovation technologique dans d'autres pays, un virage mondial vers la décarbonisation et une opposition croissante aux combustibles fossiles traditionnels (ou leur obsolescence). En attendant, le gouvernement russe continuera à temporiser, à la fois par inclination naturelle et sous l'influence de puissants intérêts intérieurs. Il jouera le jeu de l'adaptation, dans l'espoir d'éviter de faire des choix difficiles. Si une véritable politique climatique doit émerger en Russie, il y a donc de fortes chances qu'elle ne soit pas le résultat d'une stratégie soigneusement conçue et mise en œuvre, mais une réponse désordonnée dictée par la force majeure.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences »](#), No. 120, Ifri, septembre 2020.
- ▀ [A. Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile »](#), No. 119, Ifri, juillet 2020.
- ▀ [P. Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine »](#), No. 118, Ifri, juin 2020.
- ▀ [M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites »](#), No. 117, Ifri, mars 2020.
- ▀ [A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? »](#), No. 116, Ifri, octobre 2019.
- ▀ [P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture »](#), No. 115, Ifri, août 2019.
- ▀ [A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? »](#), No. 114, Ifri, avril 2019.
- ▀ [M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger »](#), No. 113, Ifri, avril 2019.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.

